

Edition : Fevrier - Mars 2026 P.6-17
 Famille du média : Médias d'information générale (hors PQN)
 Périodicité : Bimestrielle
 Audience : 29960
 Sujet du média : Economie - Services



Journaliste : Sabine Jansen
 Nombre de mots : 5649

Dossier Géopolitique du Caucase

Caucase, une poudrière au cœur du nouveau Grand Jeu

Selon la légende grecque, Prométhée y aurait vécu son supplice : le Caucase, à tous égards, occupe une place particulière dans l'imaginaire européen. C'est là aussi que les Argonautes cherchèrent la Toison d'or et que l'arche de Noé s'échoua sur le mont Ararat. Le Caucase est considéré comme la frontière sud de l'Europe avec l'Asie mais nombre de savants y virent, à partir de la fin du XVIII^e siècle, la matrice de la «race» blanche, selon une taxinomie scientifiquement erronée qui s'est développée jusqu'au milieu du XX^e siècle. Demeurent certaines dénominations comme le «bassin caucasien», cher aux obstétriciens et trait physiologique dominant chez les populations européennes.

Aire de contacts autant que de frictions entre empire ottoman, empire perse et empire russe, le Caucase est au XIX^e siècle l'un des éléments, avec l'Asie centrale, du «Grand Jeu», selon la formule de Rudyard Kipling, où s'affrontent le tsar et la Couronne britannique. L'impérialisme russe, poussant ses feux vers l'Est et le Sud, y a rencontré ses plus grandes difficultés. Catherine II puis Nicolas I^{er} entreprennent de le conquérir mais il faut attendre 1878 pour que la Russie absorbe la totalité du Nord-Caucase, après avoir occupé la Géorgie (1783), l'Azerbaïdjan (1813) et le nord de l'Arménie (1828).

Un espace charnière

Barrière montagneuse qui s'étend sur près de 1 200 kilomètres entre mer Noire et

mer Caspienne, le Caucase compte plus de 2 000 glaciers et cinq sommets qui dépassent 5 000 mètres d'altitude, dont le toit du continent européen, le mont Elbrouz, qui culmine sur le territoire de la Fédération de Russie à 5 642 m. Cette chaîne qui court du nord-ouest au sud-est sur une largeur de 200 km, constitue tout à la fois une redoutable barrière compartimentée, où les peuples ont souvent trouvé refuge, et un vrai trait d'union grâce à ses six cols, dont les deux principaux sont le défilé du Darial en Ossétie du Nord-Alanie et le passage du Derbent au Daguestan.

La région est, en réalité, composée de deux ensembles reliés par la chaîne de Likhi : le Grand Caucase au nord et le Petit Caucase au sud, appelé autrefois Anti-Caucase, moins élevé, traversé par les frontières de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Ces trois États forment la Transcaucasie tandis qu'au nord la Ciscaucasie, qui appartient à la Fédération de Russie, se divise en sept territoires autonomes (Daguestan, Ossétie du Nord-Alanie, Tchétchénie, Adyguée, Ingouchie, Kabardino-Balkarie, Karatchaïev-Tcherkessie).

Le Caucase est une Babel où coexistent des dizaines de langues, classées en deux grands groupes indigènes caucasiens, et exogènes, indo-européennes à l'instar du russe ou de l'arménien. Sur cet archipel de langues se superpose une mosaïque de peuples et de religions aux combinaisons parfois surprenantes : les Azéris sont turcophones mais chiites de confession, les Kurdes parlent une langue iranienne mais



sont sunnites alors que les Ossètes, eux aussi de langue iranienne, sont comme les Russes plutôt chrétiens orthodoxes. Toutefois, l'islam sunnite est majoritaire dans le Caucase du Nord, alors que le Caucase du Sud est plutôt dominé par le christianisme (orthodoxe et arménien) et l'islam chiite, même si une partie de la population de l'Adjarie, en territoire géorgien, est musulmane sunnite.

La Babel linguistique est aussi une Babel climatique, avec des milieux semi-arides et secs voire désertiques en Ciscaucasie, et des aires subtropicales humides et sèches en Transcaucasie. Entre atmosphère alpine en altitude et environnement méditerranéen au bord de la mer Noire, le monde caucasien offre des ambiances contrastées.

Depuis 1921, le Caucase était fondu sur les cartes dans la tache rouge des 22 millions de kilomètres carrés de l'URSS : sa chute en 1991 a ressuscité la région sur la scène mondiale et redynamisé les

↑ À Goudaouri, en Géorgie, le monument à l'Amitié russe-géorgienne, inauguré en 1983, domine la chaîne montagneuse du Caucase. Ses mosaïques colorées exaltent l'histoire partagée des deux pays et leur coopération culturelle.

© Ahmet Aslan / Anadolu via AFP

identités subsumées depuis soixante-dix ans sous l'idéologie marxiste.

Zone de haute montagne, le Caucase a une culture séculaire de résistance. Il accueille des confréries soufies puissantes qui ont apporté leur soutien à l'imam Chamil. Ce chef religieux et militaire a mobilisé les populations du nord-est du Caucase contre l'envahisseur slave entre 1834 et 1859. Au nord-ouest, les Tcherkesses ont aussi combattu jusqu'en 1878 et ont dû, pour beaucoup, fuir dans l'Empire ottoman. L'instabilité politique dans l'empire tsariste en 1917 a ouvert une nouvelle ère : Tchétchènes et Tcherkesses se sont soulevés contre les armées blanches puis rouges, entraînant des représailles jusqu'en 1924. Elles

expliquent un certain nombre de ralliements, notamment de Tchétchènes et d'Ingouches, aux Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, que ces populations payèrent par des déportations en Asie centrale.

Les conflits de l'ère post-soviétique

Les trois républiques de Transcaucasie ont, contrairement à la Ciscausie, accédé à l'indépendance après 1991, mais au prix de lourds conflits dont certains, toujours vivaces, sont consécutifs au legs de l'histoire et au réveil des nationalités. Comme le rappelle Yves Lacoste, prison des peuples, l'URSS était aussi un «musée des peuples¹». Les conflits interethniques après la chute de l'URSS sont relativement rares, sauf dans la poudrière caucasienne hautement inflammable en Ossétie du Nord, en Tchétchènie, en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan.

Ossétie du Nord et Tchétchènie

Dans le Caucase du Nord, qui compte 6 millions d'habitants en 1989, des heurts éclatent entre Ossètes et Ingouches en Ossétie du Nord (devenue Ossétie du Nord-Alanie en 1994) : ils se transforment en un conflit ouvert, en octobre-novembre 1992. Il fait plusieurs centaines de morts et conduit à l'expulsion de dizaine de milliers d'Ingouches. Mais l'événement le plus marquant sur ce versant nord est la guerre qui oppose la Fédération de Russie et la république autonome de Tchétchènie au cours de deux phases, la première de 1994 à 1996 et la deuxième en 1999 et 2000.

D'une superficie réduite, 13 000 km², la Tchétchènie est un pôle de rébellion depuis le XIX^e siècle. L'islam, d'implantation récente, y a servi de ciment à une société montagnarde hétérogène sur le plan ethnique, structurée en clans pour qui la violence est un mode usuel de règlement des différends. Assez mal considérés par les autorités soviétiques, les Caucasiens le sont plus encore lorsqu'ils sont tchétchènes, concentrant tous les stéréotypes négatifs, comme l'illustre

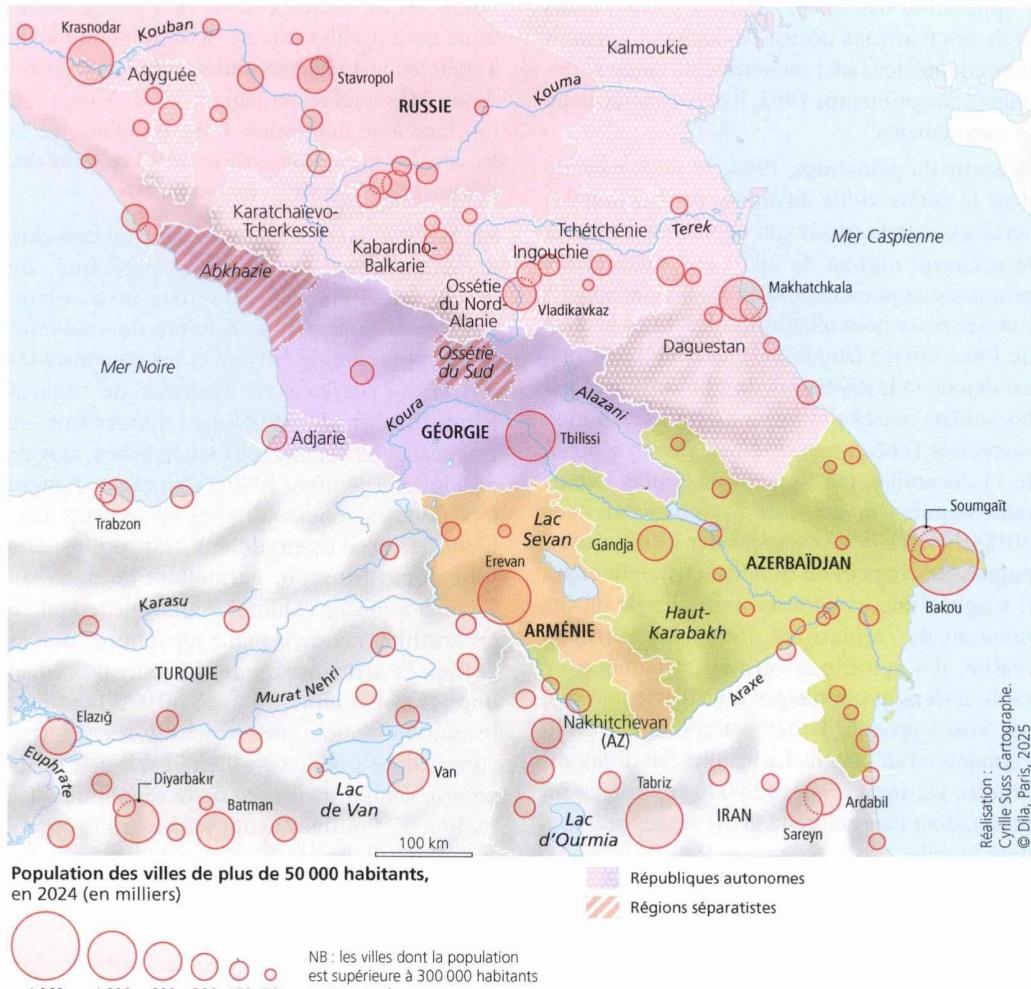
¹ Dictionnaire de géopolitique, Flammarion, Paris, 1994, p. 394.

ce vers de la *Berceuse cosaque* (1840) du poète Lermontov, bien connue des écoliers russes : «Un méchant Tchétchène rampe sur la rive en aiguisant son poignard.» Dans les années 1990 encore, à Moscou, tout voleur est qualifié de «caucasien» ou de son synonyme «noir». Tenus à distance, les Tchétchènes n'ont guère joué de rôle au niveau des organes centraux de l'URSS. Il faut attendre les années 1980 pour les voir occuper des postes de responsabilité, comme en témoignent les cas du général d'aviation Djokhar Doudaïev ou de Rouslan Khasboulatov, président du Soviet suprême en 1987. La perestroïka, la glasnost, et le reflux de la peur, comme ailleurs, libèrent la parole et les aspirations nationalistes, d'autant qu'à partir de mai 1990 Boris Eltsine, président du Soviet suprême de la république socialiste soviétique de Russie, favorise les tendances centrifuges pour priver de tout pouvoir son compétiteur Mikhaïl Gorbatchev, qui s'est fait élire président de l'URSS.

Entre les mois d'avril et d'août 1991, les pays de Transcaucasie proclament leur indépendance, la tentative de putsch conservateur à Moscou précipitant la fin de l'URSS. C'est dans ce contexte que Doudaïev, ancien combattant d'Afghanistan, évince à Grozny la vieille nomenclatura soviétique et prend la tête de la république autonome de Tchétchènie-Ingouchie. Les élections suivantes donnent un large pouvoir à son parti et il déclare l'indépendance, dont les Ingouches ne veulent pas. Ces derniers proclament à leur tour une république d'Ingouchie, intégrée à la république socialiste soviétique de Russie. Dès la fin octobre, Moscou lance un ultimatum à Grozny située à 1 858 km, y envoyant 2 000 soldats qui font face à une forte mobilisation de la population, alors qu'un appel à la guerre sainte est lancé. Prudemment, l'exécutif russe retire ses troupes, mais la question du futur statut de la Tchétchènie demeure². Parallèlement, Moscou a d'autres préoccupations au Sud : faire entrer dans la Communauté des États indépendants (CEI), créée en décembre 1991, les nouveaux États de Transcaucasie peu enclins à se lier à l'ancien maître.

² Sur la crise tchétchène, voir Jean-Marc Balancie et Arnaud de La Grange (dir.), *Mondes rebelles*, Éditions Michalon, Paris, 2001, p. 1427-1454.

Le Caucase



Sources : *Questions internationales*, n° 109, septembre-octobre 2021 ; Jean Radvanyi, *Russie, un vertige de puissance*, La Découverte, 2023 ; « World Urbanization Prospects 2025 », Nations Unies, 2025 (population.un.org/wup/).

À la faveur du conflit osséto-ingouche fin 1992, l'armée russe revient en force aux frontières de la Tchétchénie, aidée des services de contre-espionnage fédéral qui savent jouer des rivalités traditionnelles entre cosaques du Terek à la frontière nord et Tchétchènes. Embargo, attentats et désinformation visent à faire échouer l'expérience indépendantiste dont Moscou redoute la contagion, d'autant que les Tchétchènes se posent en défenseurs des Ingouches contre les Ossètes, et participent activement au conflit alors en cours en Abkhazie. C'est à Grozny qu'est organisée la

première Conférence caucasienne, qui accueille des groupes indépendantistes de toute la région. Au-delà de la question des contours de la Fédération, se pose celle du contrôle du pétrole : outre les gisements tchétchènes, le territoire est situé au carrefour de deux oléoducs en provenance du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan entre mer Caspienne et mer Noire. La poussée islamiste et les agissements des réseaux mafieux lancent également un défi sécuritaire à la Russie, alors que le régime de Doudaïev, de plus en plus autoritaire, joue la carte religieuse

pour affirmer la spécificité tchétchène. Face à l'opposition des prorusses, des grands clans et de ses partisans déçus, Doudaïev n'apparaît plus comme le leader incontesté du camp nationaliste : au printemps 1993, il existe même deux gouvernements³.

À partir du printemps 1994, le pays bascule dans la guerre civile, favorisée par l'action des services secrets russes qui cherchent à réitérer le scénario afghan de 1979 en poussant les prorusses au pouvoir, afin qu'ils fassent appel à l'armée russe pour rétablir l'ordre. Mais le coup de force contre Doudaïev, en novembre 1994, est déjoué et la révélation du rôle actif joué par les soldats russes provoque un réflexe d'union sacrée des Tchétchènes. L'armée russe y répond, le 11 décembre, par l'opération la plus importante depuis l'invasion de l'Afghanistan avec 30 000 hommes (58 000 en janvier 1995) accompagnés de chars et de blindés. Officiellement, il s'agit d'une « opération militaire de désarmement de formations illégales » mais, en réalité, il s'agit d'une véritable attaque, avec raids aériens et pilonnages d'artillerie massifs, qui vise à prendre Grozny et conduit 230 000 habitants à fuir la ville. La bataille fait d'innombrables victimes civiles (25 000 environ en un mois), dont de nombreux civils russes présents dans la ville.

Après Grozny, c'est l'ensemble de la Tchétchénie qui est investie. Le 30 juillet 1995, un cessez-le-feu est signé mais vite rompu : la guérilla s'organise et multiplie les attentats contre l'occupant russe, entraînant un cortège de répressions. Toutefois, les Russes parviennent à éliminer Doudaïev en avril 1996 et, à l'approche de l'élection présidentielle en Russie, Boris Eltsine négocie un arrêt des combats. Il n'excède pas quelques semaines : le 6 août 1996, les combattants tchétchènes reprennent Grozny et plusieurs localités. La Russie est contrainte de signer un accord de paix le 31 août 1996 et ses troupes quittent la Tchétchénie. Le problème du statut de la république est reporté d'un commun accord à janvier 2002. Le bilan est lourd : entre

80 000 et 100 000 morts, civils pour l'essentiel. C'est un ancien colonel de l'armée soviétique qui est élu président de la République de Tchétchénie-Itchkérie, indépendante *de facto*, Aslan Maskhadov, en janvier 1997. Modéré, il fait face à de nombreux défis, d'autant que la Russie, qui avait promis de réparer la totalité des dommages de guerre, n'en fait rien.

En 1999, le conflit reprend, dans un contexte d'instabilité économique et politique, de montée de l'emprise islamiste et d'enjeux électoraux moscovites. Nombre de scandales touchent la famille Eltsine et les responsables militaires russes sont désireux de réparer l'humiliation de 1996. Les incursions au Daguestan de combattants tchétchènes, suivies en août et septembre 1999 d'une vague d'attentats, dont les commanditaires ne seront jamais identifiés avec certitude, qui frappe plusieurs villes dont Moscou, permettent au nouveau Premier ministre Vladimir Poutine de reprendre les hostilités contre la petite république. Blocus et frappes aériennes durant 25 jours précédent une offensive terrestre avec 50 000 hommes, présentée comme une « opération antiterroriste », dont l'objectif affiché est d'établir un cordon sanitaire au nord de la république. En réalité, V. Poutine, ayant pris le contrôle du tiers du territoire, décide l'assaut de la capitale : après trois mois de bombardements, Grozny est à nouveau prise le 1^{er} février 2000.

C'est une guerre de maquis qui s'installe. Les forces fédérales multiplient les actions de représailles et les « opérations spéciales », provoquant l'exode et le déplacement des populations civiles à l'intérieur de la Tchétchénie (230 000) et vers les autres républiques, notamment en Ingouchie (200 000). Refusant toute négociation, V. Poutine place la Tchétchénie sous administration présidentielle directe, avant de nommer l'ancien indépendantiste Akhmad Kadyrov chef du gouvernement tchétchène provisoire, en juin 2000. Un simulacre de référendum visant à imposer une nouvelle Constitution est organisé en mars 2003, qui réintègre la Tchétchénie dans la Fédération de Russie. Élu président de la République en octobre 2003, A. Kadyrov meurt assassiné en mai 2004. C'est son fils cadet,

³ Jean-Marc Balancie et Arnaud de La Grange (dir.), *ibid.*, p. 1434-1435.



Ramzan, qui est choisi par Moscou pour succéder à son père. Élu président depuis 2007, il règne depuis en satrape sanguinaire sur la Tchétchénie, se posant tout à la fois en homme lige de Poutine et en champion de l'islam. Littéralement rasé par les bombardements, Grozny a fait l'objet d'une reconstruction spectaculaire, se dotant de gratte-ciel et d'une vaste mosquée érigée en 2006. La république est même devenue une destination touristique de plus en plus prisée par les Russes, mais elle reste l'une des régions les plus pauvres de la Fédération.

Ossétie du Sud et Abkhazie

La Ciscaucasie n'est pas le seul théâtre des conflits post-soviétiques, d'autant qu'il existe maintes relations entre le Nord-Caucase et la Transcaucasie. La Géorgie, qui compte une communauté d'origine tchétchène dans la vallée de Pankissi, les Kistines, a servi de zone de refuge aux Tchétchènes.

Longtemps enfant chérie de l'URSS à qui elle a donné nombre de dirigeants, le plus illustre

↑ À Erevan, le 24 avril 2024, des Arméniens participent au défilé annuel commémorant le génocide de 1915-1916 qui aurait fait près de 1,2 million de victimes.

© Anthony Pizzoferrato / Middle East Images via AFP

étant Staline, la Géorgie a longtemps servi d'État tampon avec la Turquie. Homogène en apparence, elle est traversée de forts régionalismes que consacrait au temps de l'URSS l'existence de deux républiques autonomes, l'Abkhazie et l'Adjarie, et une région autonome, l'Ossétie du Sud, fondées sur des différences ethniques et religieuses. Abkhazie et Ossétie du Sud, qui représentent environ 20 % du territoire, ont été le siège d'affrontements qui ont conduit à l'amputation de la Géorgie indépendante, au bénéfice de la puissance russe qui y a entretenu les velléités sécessionnistes.

Originellement, l'Abkhazie qui jouit d'une excellente situation sur la mer Noire, était une principauté indépendante dont le souverain, musulman, s'était converti au christianisme. Au XIX^e siècle, sous l'Empire russe, la population abkhaze, majoritairement musulmane, a

Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Russie : quelques données comparatives**Arménie**

Date de création/indépendance/succession : 28 mai 1918 (première République), indépendance le 21 septembre 1991
Régime politique : république parlementaire
Parti politique au pouvoir : Contrat civil
Président/Dirigeant : Vahagn Khatchatourian
Langue officielle : arménien
Capitale : Erevan
Monnaie : dram arménien (AMD)
PIB (2024) : 25,25 milliards de dollars
Population (2024) : 3 millions d'habitants

Azerbaïdjan

Date de création/indépendance/succession : 28 mai 1918 (première République), indépendance le 30 août 1991
Régime politique : république présidentielle
Parti politique au pouvoir : Parti du nouvel Azerbaïdjan
Président/Dirigeant : Ilham Aliyev
Langue officielle : azerbaïdjanaise
Capitale : Bakou
Monnaie : manat azerbaïdjanaise (AZN)
PIB (2024) : 75,65 milliards de dollars
Population (2024) : 10,2 millions d'habitants

Géorgie

Date de création/indépendance/succession : 26 mai 1918 (première République), indépendance le 9 avril 1991
Régime politique : république parlementaire
Parti politique au pouvoir : Rêve géorgien
Président/Dirigeant : Mikheil Kvelachvili
Langue officielle : géorgien
Capitale : Tbilissi
Monnaie : lari géorgien (GEL)
PIB (2024) : 33,19 milliards de dollars
Population (2024) : 3,6 millions d'habitants

Russie

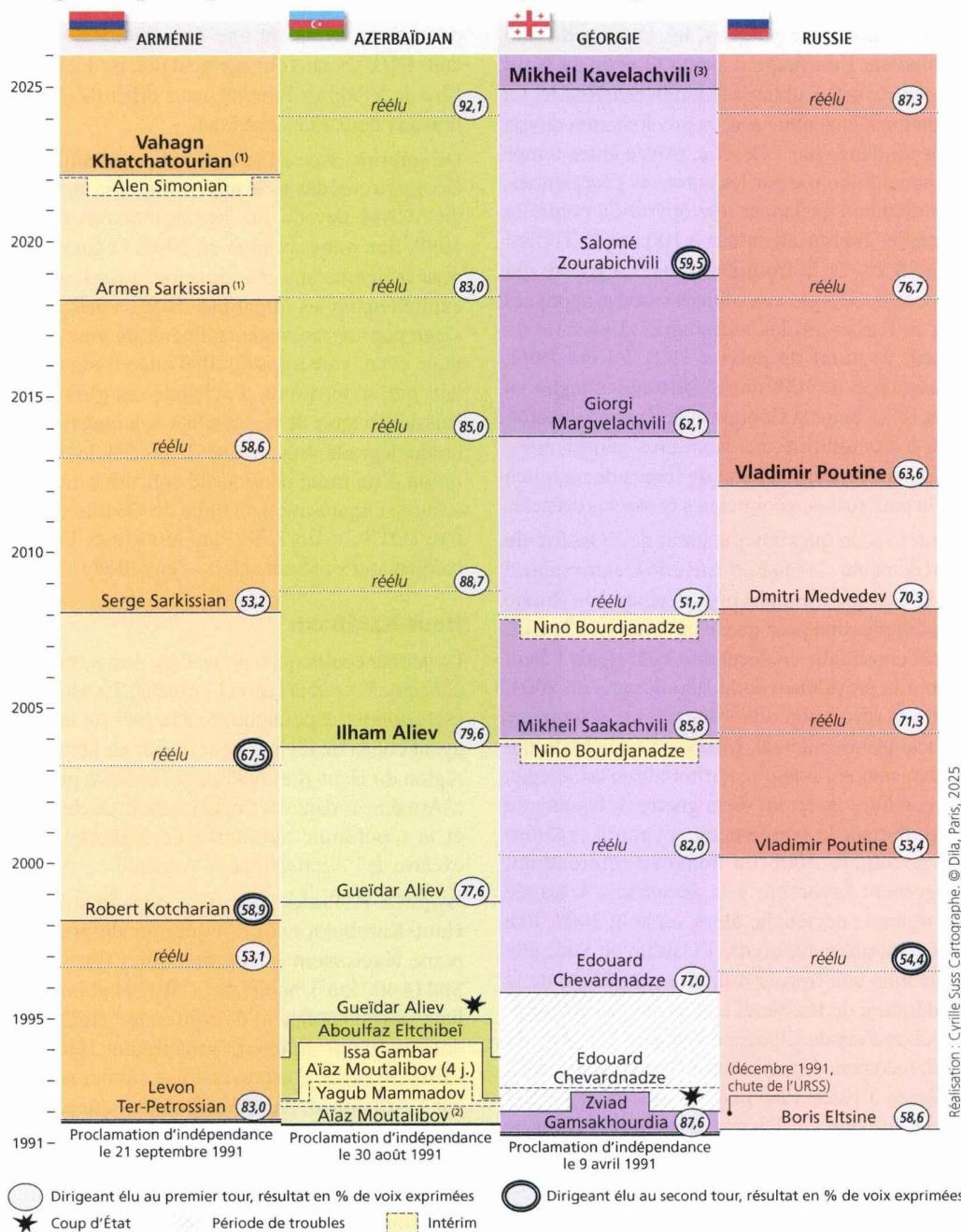
Date de création/indépendance/succession : 25 décembre 1991 : la Fédération de Russie succède à l'URSS
Régime politique : république fédérale
Parti politique au pouvoir : Russie unie
Président/Dirigeant : Vladimir Poutine
Langue officielle : russe (les républiques, sujets de la Fédération de Russie, ont le droit d'établir leurs langues officielles)
Capitale : Moscou
Monnaie : rouble (RUB)
PIB (2024) : 2 184,32 milliards de dollars
Population (2024) : 144 millions d'habitants

fait l'objet d'expulsions massives vers l'Empire ottoman. Parallèlement, des migrants géorgiens, mais aussi arméniens et russes, sont venus s'y installer. Avant 1989, les Abkhazes ne constituaient que 18% de la population. La dilution de la composante abkhaze et l'importance grandissante des Géorgiens ont conduit à des heurts périodiques qui ont pris, en 1992-1993, la forme d'une guerre de 13 mois. L'éphémère proclamation d'une République d'Abkhazie, soutenue officieusement par les Russes dont la minorité dans la région atteint les 7%, fut accompagnée d'un nettoyage ethnique et de l'expulsion de 200 000 Géorgiens. Interrompues par des accords, les hostilités ont repris en 1998, faisant des victimes par centaines et provoquant l'exil de 20 000 Géorgiens, avant qu'un nouveau cessez-le-feu soit négocié par le président de la Géorgie, Edouard Chevardnadze. En septembre 2001, appuyées par des combattants tchétchènes, des

forces paramilitaires géorgiennes ont mené une attaque dans la vallée de Kodori, mais elles ont été repoussées par les Abkhazes et les forces russes stationnées à Goudaouta.

À l'été 2008, la guerre russo-géorgienne à propos de l'Ossétie du Sud, s'est étendue à l'Abkhazie, qui a chassé les forces géorgiennes avec l'aide des Russes. Ces derniers ont alors reconnu l'ancienne république autonome géorgienne et ses 8 665 km² (la région Île-de-France en fait 12 000) comme un État indépendant, au même titre que l'Ossétie du Sud et ses 3 900 km², y renforçant leur présence militaire. Mais contrairement à l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud est une région enclavée et sans grandes richesses naturelles, reliée au sud à la Géorgie et au nord à la Russie par le tunnel de Roki. En revanche, elle bénéficie d'une relative homogénéité ethnique : en 1989, 70% des habitants étaient des Ossètes qui cohabitaient pacifiquement avec les Géorgiens.

Dirigeants politiques en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie et Russie (1991-2026)



Réalisation : Cyril Suss Cartographe. © Dila, Paris, 2025

● Dirigeant élu au premier tour, résultat en % de voix exprimées

★ Coup d'État

◆ Période de troubles

■ Intérim

(1) Élection indirecte par le Parlement, candidat unique. (2) En poste avant l'indépendance, depuis mai 1990.

(3) Candidat unique, Mikheil Kvelachvili a été élu par un « collège électoral » de 300 membres, obtenant 224 voix sur 225.

Sources : commission centrale électorale de la République d'Arménie (www.elections.am) ; présidence de la République d'Arménie, 2025 (www.president.am/fr) ; commission centrale électorale de la République d'Azerbaïdjan (www.msk.gov.az/en/elections/pages/presidential-elections) ; « Observatoire des élections en Europe », Fondation Robert Schuman, 2025 (www.robert-schuman.eu/publications/observatoire-des-elections-en-europe/2025) ; Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 2025 (www.osce.org/fr/elections) ; commission centrale électorale de la Fédération de Russie (cikrf.ru/eng).

Néanmoins, dès avant la disparition de l'URSS, les poussées nationalistes conduisent à des raidissements réciproques, les Ossètes du Sud souhaitant l'unification avec l'Ossétie du Nord au sein de la République fédérative de Russie. La situation s'envenime avec la proclamation de son indépendance par l'Ossétie, privée entre-temps de son autonomie par les autorités géorgiennes, qui décident de lancer une opération contre la capitale, Tskhinvali, située à 100 km de Tbilissi et à 25 km de la frontière russe. La guerre qui oppose la Géorgie aux milices ossètes, appuyées par la Russie et des volontaires d'Ossétie du Nord, va durer de janvier 1991 à l'été 1992, causant près de 3 000 morts. Un traité est signé, en juin 1992, entre la Géorgie et la Russie : il reconnaît l'intangibilité des frontières géorgiennes, tandis qu'un déploiement de forces de maintien de la paix russes, géorgiennes et ossètes est acté. Toutefois, la question du statut de l'Ossétie du Sud demeure : la mise en cause de la souveraineté de la Géorgie n'est pas pour déplaire à la Russie qui fait pression pour que le pays rejoigne la CEI. C'est chose faite en décembre 1993, mais l'élection à la présidence de la République, en 2004, après la révolution dite «des roses», d'un jeune avocat pro-occidental, Mikheil Saakachvili, qui veut restaurer l'intégrité territoriale de la Géorgie, va conduire au retour de la guerre. L'Ossétie du Sud, défiant le gouvernement central organise en novembre 2006 un nouveau référendum, largement favorable à la sécession. L'armée géorgienne déclenche alors, en août 2008, une nouvelle offensive contre l'Ossétie du Sud : elle provoque une riposte militaire immédiate de la Fédération de Russie et conduit *in fine* à l'auto-proclamation de l'indépendance de l'Ossétie du Sud, reconnue depuis comme l'Abkhazie par une poignée d'États. Pauvre et en voie de dépeuplement, le pays vit désormais sous perfusion de l'argent russe.

La «guerre des cinq-jours» de 2008, qui s'est soldée par la défaite de la Géorgie, s'inscrit dans un contexte précis : celui d'un rapprochement de la Géorgie de l'OTAN. Le pays adhère au mécanisme du Partenariat pour la paix en 1994 – tout comme la Russie – et, en avril 2008, la Géorgie réitère, à l'instar de l'Ukraine, sa

demande d'adhésion pleine et entière à l'OTAN, lors du sommet de Bucarest. La décision bancale prise alors, évoquant une «vocation» à rentrer dans l'OTAN sans engagement précis, déclenche l'ire de Vladimir Poutine, sans offrir de protection aux deux États candidats.

De surcroît, avec l'Ukraine et l'Azerbaïdjan, la Géorgie a créé dès 1996 un cadre de consultations, dit GUAM, devenu une organisation formelle en 1999. Son nouveau nom en 2006, Organisation pour la démocratie et le développement, affiche explicitement les intentions de ses adhérents. Il s'agit pour ses animateurs, libérés du joug soviétique et en butte à des conflits interethniques sur leur propre territoire, d'échapper au giron de la Russie qui tente de reconstituer son *imperium* en mode dégradé avec, à côté de la CEI, la constitution d'un traité de sécurité collective en 1992 – future Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). En 1999, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, qui y étaient entrés, s'en retirent.

Haut-Karabakh

Le dernier conflit qui marque l'ère post-soviétique concerne l'Azerbaïdjan et l'Arménie. La source en est historique et politique, les autorités soviétiques ayant choisi de diviser pour régner en laissant la région du Haut-Karabakh, cette enclave peuplée d'Arméniens dans les frontières de l'Azerbaïdjan, et la république autonome du Nakhtchevan, exclave de l'Azerbaïdjan, en Arménie.

Appelé Artsakh par les Arméniens, le Haut-Karabakh est un mouchoir de poche, à peine légèrement plus grand que l'Ossétie du Sud (4 400 km²), habité par 120 000 habitants de langue arménienne et de confession chrétienne dans un environnement musulman. Intégré à l'Empire russe, il est revendiqué simultanément par l'Arménie et par l'Azerbaïdjan, qui proclament leur indépendance en 1918. Moscou rattache la région à l'Azerbaïdjan, en dépit de sa population arménienne, mais elle est déclarée «autonome» en 1923. Le pouvoir soviétique s'affaiblissant, les conflits se réveillent : en février 1988, le soviet du Haut-Karabakh vote son rattachement à l'Arménie et, en 1991, il proclame son indépendance à l'instar de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Une première

► FOCUS**Quelques personnalités du Caucase****Ilham Aliyev**
(né en 1961)

Fils de l'ancien président de l'Azerbaïdjan Gueïdar Aliyev (1993-2003) auquel il a succédé, il dirige depuis un pays économiquement prospère (gaz et pétrole). La victoire militaire qu'il a remportée en 2020 sur l'Arménie a encore conforté son régime autoritaire.

**Mehriban Aliyeva**
(née en 1964)

Médecin de formation, elle a été nommée première vice-présidente de la république d'Azerbaïdjan par son mari, Ilham Aliyev, en 2017. Elle dirige la Fondation Gueïdar Aliyev, principale organisation caritative du pays.

**Natalia Estemirova**
(1958-2009)

Journaliste russe et collaboratrice de l'ONG Memorial. Elle documentait les disparitions forcées et crimes de guerre pendant la seconde guerre de Tchétchénie lorsqu'elle a été enlevée et assassinée en 2009.

**Bidzina Ivanishvili**
(né en 1956)

Ce milliardaire géorgien proche du Kremlin est le fondateur du parti Rêve géorgien. Bien que ne détenant plus de poste officiel depuis 2013, cet homme de l'ombre continue d'influer grandement sur la vie politique géorgienne.

**Ramzan Kadyrov**
(né en 1976)

Président depuis 2007 de la république de Tchétchénie, constitutive de la Fédération de Russie. Fils de l'ancien dirigeant tchétchène Akhmad Kadyrov, il a d'abord combattu pour l'indépendance tchétchène avant de se rallier à Moscou en 1999. Il dirige la région d'une main de fer.

**Nikol Pachinian**
(né en 1975)

Ce journaliste longtemps dans l'opposition est devenu Premier ministre de l'Arménie en 2018, au terme de la «révolution de velours». Depuis la défaite militaire de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan au Haut Karabakh en 2020, il fait néanmoins l'objet de sévères critiques.

**Mikheil Saakashvili**
(né en 1967)

Figure de proue de la «révolution des roses» de novembre 2003, il est président de la Géorgie entre 2004 et 2013. Il modernise alors son pays et se rapproche de l'Occident. Mais son autoritarisme politique, et la guerre qu'il lance et perd en 2008 contre la Russie pour reprendre le contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ternissent sa réputation.

**Serge Sarkissian**
(né en 1954)

Premier ministre de l'Arménie en 2007 et 2008, puis président de la République d'Arménie de 2008 à 2018 et à nouveau brièvement Premier ministre en 2018, cet ancien militaire né au Karabakh est devenu le symbole du pouvoir oligarchique critiqué par la société civile.

**Salomé Zourabichvili**
(née en 1952)

Ancienne diplomate française, présidente de la Géorgie de 2018 à 2024, elle incarne une ligne politique pro-européenne et réformatrice.

guerre éclate et dure trois ans, se soldant par 30 000 morts et des milliers de disparus. La Russie, protectrice traditionnelle de l'Arménie avec qui elle est liée par un traité de défense, est désireuse de ne pas se mettre à dos l'Azerbaïdjan et obtient un cessez-le-feu le 17 mai 1994. Vaincu, l'Azerbaïdjan a perdu 13 % de son territoire, mais les heurts restent incessants en dépit d'une mission de bons offices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Un bref conflit éclate à nouveau en avril 2016 puis, particulièrement violent, de septembre à novembre 2020⁴.

Avec des armements israéliens, des mercenaires syriens et le soutien opérationnel de la Turquie, son allié traditionnel depuis 1993, l'Azerbaïdjan reconquiert en six semaines un tiers de l'enclave au prix de 6 500 morts. Deux mille soldats russes sont censés faire respecter le dernier cessez-le-feu dont la Russie s'est portée garante mais, en décembre 2022, l'Azerbaïdjan fait le blocus de l'enclave en fermant le corridor de Latchine, véritable cordon ombilical entre le Haut-Karabakh et l'Arménie.

En septembre 2023, Bakou engage une vaste opération militaire conduisant en 24 heures les séparatistes arméniens à rendre les armes et 100 000 Arméniens à quitter l'enclave et leurs terres. Un accord, conditionné à la modification de leur Constitution par les Arméniens, et la signature en grande pompe à Washington, en août 2025, sous l'égide de Donald Trump, d'une déclaration commune actent la fin de la guerre et l'ouverture de relations diplomatiques. Il est prévu la création d'une voie de transit, déjà promise en 2020 mais rebaptisée «route Trump pour la paix et la prospérité internationales», qui doit relier l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan via l'Arménie. Cet axe de 42 kms va faciliter les investissements américains dans une région stratégique. Il reliera ainsi *de facto* la Turquie à la Caspienne turcophone

Le retour du «Grand Jeu» ?

En 1991, l'effacement de la Russie dans le Caucase avait été de courte durée et son retour facilité par la résilience de ses organes de force et les heurts des nationalismes échappés de la boîte de Pandore soviétique, savamment instrumentalisés par Moscou. Aujourd'hui, pourtant, le contrôle de cet étranger proche, considéré comme un enjeu de sécurité nationale, ne semble plus aussi assuré. Il est symptomatique que, lors de la guerre du Haut-Karabakh en 2020, certains Russes y aient vu la réédition du «Grand Jeu», considérant que la Grande-Bretagne y aurait joué un rôle *via* la Turquie⁵. Nonobstant, garante du cessez-le-feu de 1994 puis de 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Russie n'a pas réussi à le faire respecter : pis, c'est à Washington qu'a été signée la paix l'été dernier.

Pour les États-Unis, eux aussi dans le «Grand Jeu» et fidèles aux thèses de l'ancien conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski (1928-2017), exposées dans son ouvrage *Le Grand Échiquier* et inspirées par le géographe et théoricien britannique Halford Mackinder (1861-1947), les «Balkans eurasiens», dont le Caucase fait partie, sont au cœur du contrôle de l'Eurasie et de la géopolitique mondiale.

Ainsi l'«opération spéciale», menée par la Russie en Ukraine depuis février 2022, a des conséquences multiples : d'abord, elle mobilise des ressources massives qui ne peuvent être employées ailleurs et notamment au Caucase. Peut-être cette apparente déprise ne sera-t-elle que provisoire, une fois le sort de l'Ukraine scellé, d'autant que Moscou depuis la guerre de Géorgie en 2008 y possède de puissants appuis. En attendant, il est essentiel pour Vladimir Poutine d'y conserver des alliés politiques, comme en Géorgie, où s'opposent depuis plusieurs mois pro-européens et prorusses, actuellement au pouvoir. L'attaque de l'Ukraine a conduit au départ de plusieurs centaines de milliers de Russes vers les périphéries, en particulier en Transcaucasie. Il est difficile d'en

⁴ Voir Emmanuel Dreyfus, «La Russie, principale bénéficiaire de l'accord de cessez-le-feu au Haut-Karabagh», ThucyBlog, n° 82, 23 novembre 2020, [www.afri-ct.org \[...\]](http://www.afri-ct.org [...]).

⁵ Taline Ter Minassian, «Deux siècles de Grand Jeu géopolitique pour les grandes puissances», *The Conversation*, 5 septembre 2023, [https://theconversation.com \[...\]](https://theconversation.com [...]).

évaluer le nombre exact. Ils seraient 200 000 en Géorgie et on ne peut encore en mesurer tous les effets. Mais l'application de la doctrine Karaganov, du nom du conseiller de Vladimir Poutine, fait courir un risque à tout État accueillant des minorités russophones⁶.

Une autre conséquence de la guerre d'Ukraine, est la perte de confiance à l'égard de la Russie, qui fait de plus en plus figure de menace pour ses voisins. Dès 2014, la Géorgie a vu les agissements russes en Crimée et dans le Donbass comme la répétition des menées sur son territoire avec le même résultat : la déstabilisation et l'amputation.

⁶ Devenue dominante à Moscou dans les années 2010, la doctrine Karaganov considère que la Russie doit défendre les droits des Russes vivant dans les pays de son « étranger proche » et y acquérir une influence politique.

Moins vulnérable, l'Azerbaïdjan, État le plus vaste et le plus peuplé de la Transcaucasie, a néanmoins resserré ses liens avec la Turquie et noué un partenariat stratégique avec Israël, au grand dam de l'Iran, traditionnel allié de Moscou et de l'Arménie. Cette dernière, initialement prudente sur le dossier ukrainien a déclaré, en mai 2023, par la voix de son Premier ministre, que l'Arménie n'était pas «un allié de la Russie» dans le conflit, fournissant une aide humanitaire aux Ukrainiens et se livrant à des exercices militaires conjoints avec les États-Unis. En 2024, signe de défiance supplémentaire, elle a suspendu sa participation à l'OTSC. Personne dans le Caucase ne veut être le prochain plat au menu de l'ours russe. ●

Sabine Jansen